

B.30. Ohne dass es erforderlich wäre zu bestimmen, ob Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention im vorliegenden Fall anwendbar ist, genügt die Feststellung, dass das Eigentumsrecht und die Unternehmensfreiheit, wie sie jeweils in den vorerwähnten Bestimmungen verankert sind, nicht absolut sind. Jedes dieser Rechte kann Gegenstand von Einschränkungen durch den Gesetzgeber sein, unter der Bedingung, dass diese Einschränkungen der Verwirklichung eines rechtmäßigen Ziels dienen und dass ein vernünftiger Zusammenhang der Verhältnismäßigkeit zwischen den eingesetzten Mitteln und dem angestrebten Ziel besteht.

B.31. Aus den gleichen wie den in B.23 und in B.24 erwähnten Gründen ist die Einmischung in das Eigentumsrecht - sollte dieses anwendbar sein - und in die Unternehmensfreiheit der Energieversorger vernünftig gerechtfertigt und führt nicht zu unverhältnismäßigen Einschränkungen.

B.32. Der dritte Klagegrund ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

weist die Klage zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 20. November 2019.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,
F. Daoût

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2020/30696]

16 AVRIL 2020. — Arrêté 2020/546 du Collège de la Commission communautaire française de pouvoirs spéciaux relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation de la Commission communautaire française ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Commission communautaire française en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980

RAPPORT AU COLLEGE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE

Le présent arrêté comporte une mesure générale de suspension des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation de la Commission communautaire française ou adoptés en vertu de celle-ci.

Suite à la qualification par l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 et suite aux mesures dites « de distanciation sociale » décidées par le Conseil National de Sécurité le 12 et le 17 mars, un inévitable ralentissement de toute forme d'activité sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale affecte le bon fonctionnement des différents services publics.

Cette situation est également de nature à priver les citoyens et les institutions de la possibilité de faire utilement et effectivement valoir leurs droits dans le cadre des procédures et recours administratifs.

Dès lors, afin de garantir la continuité du service public, de garantir le principe d'égalité et de préserver la sécurité juridique, il convient de prendre des mesures qui visent à ce qu'aucun citoyen et aucune institution ne soit entravé ni dans l'exercice de leurs droits ni dans l'accomplissement de leurs obligations du fait des impacts de la crise sanitaire sur le fonctionnement quotidien des services publics ou du fait qu'ils n'aient pas été eux-mêmes dans une situation qui leur permette d'exercer ceux-ci.

L'arrêté vise donc à suspendre à partir du 16 mars 2020 tous les délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation de la Commission communautaire française ou adoptés en vertu de celle-ci.

Cet arrêté a été soumis pour avis en urgence au Conseil d'Etat. Le Conseil d'Etat a donné, en date du 6 avril 2020, l'avis 67.188/4, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973.

Les remarques du Conseil d'Etat qui nécessitent des explications complémentaires sont exposées ci-après :

L'alinéa 2 de l'article 2 (qui prévoit que les actes et décisions pris durant la période de suspension sont pleinement valides) ne porte pas atteinte aux droits des justiciables à exercer leurs droits dans un délai prolongé.

Afin de ne pas mettre en péril la sécurité juridique, le Collège ne peut pas d'initiative mettre fin par arrêté à une période de suspension en cours. Il est donc proposé que les délais soient suspendus pour une période ininterrompue de deux mois, prorogeable une fois pour un mois.

Enfin, le projet d'arrêté prévoit un report général des délais de rigueur et de recours, dont la sécurité juridique est garantie par son caractère exceptionnel et temporaire.

Pour information du Collège de la Commission communautaire française :

La Présidente,
B. TRACHTE

16 AVRIL 2020. — Arrêté 2020/546 du Collège de la Commission communautaire française de pouvoirs spéciaux relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation de la Commission communautaire française ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Commission communautaire française en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 127, 128 et 138 de la Constitution;

Vu le décret du 23 mars 2020 accordant des pouvoirs spéciaux au Collège de la Commission communautaire française dans le cadre de la pandémie de COVID-19, l'article 2 ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} septembre 2016 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature de ses actes;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 19 juillet 2019 fixant la répartition des compétences entre les membres du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'urgence motivée par les conséquences résultant de la qualification par l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020;

Vu l'avis 67.188/4 du Conseil d'Etat, donné le 6 avril 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la qualification de l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020;

Considérant que les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population, en particulier les mesures dites « de distanciation sociale » décidées par le Conseil Nationale de Sécurité le 12 et le 17 mars, sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, à affecter le bon fonctionnement des différents services publics, voire à paralyser certains services ;

Que cette dernière est de nature à priver les citoyens de la possibilité de faire utilement et effectivement valoir leurs droits dans le cadre des procédures et recours administratifs ;

Considérant qu'il convient, afin d'assurer la continuité du service public, de garantir le principe d'égalité et de préserver la sécurité juridique, de prendre des mesures qui visent à ce qu'aucun citoyen ne soit entravé ni dans l'exercice de ses droits ni dans l'accomplissement de ses obligations du fait des impacts de la crise sanitaire sur le fonctionnement quotidien des Services publics ou du fait qu'il n'ait pas été lui-même dans une situation qui lui permette d'exercer ceux-ci ;

Considérant, qu'il convient également de veiller à ce que les services publics soient en mesure de traiter effectivement les procédures administratives et les recours relevant de leur responsabilité, tout en évitant que des décisions ne soient prises par défaut dans le cas d'une impossibilité de traitement dans les délais requis ;

Considérant, dès lors, qu'il convient de suspendre tous les délais de rigueur fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation de la Commission communautaire française ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Commission communautaire française en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;

Qu'il est proposé que ces délais soient suspendus à partir du 16 mars 2020 pour une durée de deux mois (16 mai 2020), prorogeable une fois pour un mois;

Que le caractère rétroactif de l'arrêté est justifié par le fait que les services administratifs ont été affectés dès le 16 mars, premier jour ouvrable d'application des mesures nationales de « distanciation sociale ». Cette rétroactivité ne cause pas de grief et procède justement de pouvoir fournir au citoyen un service de qualité ainsi que de laisser à celui-ci le temps nécessaire pour faire valoir ses droits et remplir ces obligations;

Que si le Collège peut être appelé à décider de la date d'entrée en vigueur d'un arrêté, il est raisonnable de l'autoriser, dans les circonstances actuelles, de décider de la date à laquelle il cessera de produire ses effets;

Qu'en effet, la mesure visée dans le présent arrêté de pouvoirs spéciaux est à ce point exceptionnelle qu'il s'indique d'y mettre fin dès qu'il apparaît qu'elle ne se justifie plus, ou de la prolonger s'il apparaît qu'elle soit encore nécessaire;

Considérant que la suspension des délais n'empêche pas la Commission communautaire française de continuer à prendre des décisions même dans les situations où les délais sont suspendus,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Art. 2. Les délais de rigueur et de recours fixés par les décrets et arrêtés de la Commission communautaire française ou pris en vertu de ceux-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Commission communautaire française en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, sont suspendus à partir du 16 mars 2020 pour une durée de deux mois, prorogeable une fois pour une durée de un mois.

Les actes et décisions pris durant cette période de suspension sont pleinement valides.

Les actes et décisions dont la durée de validité échoit durant la période énoncée au premier alinéa ou dont la prolongation dépend d'une formalité devant être accomplie durant la période énoncée audit alinéa, sont réputés prolongés d'une durée équivalente à la durée de suspension.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 16 mars 2020.

Art. 4. Les Membres du Collège, chacun pour les matières qui le concernent, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 avril 2020.

Par le Collège :

La Présidente du Collège chargée de la Promotion de la Santé, des Familles, du Budget et de la Fonction publique,
B. TRACHTE

Le Membre du Collège, chargé de la Politique de l'Enseignement, des Crèches, de la Culture,
des Personnes handicapées, du Tourisme et du Transport scolaire,

R. VERVOORT

Le Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle et des Relations internationales,

B. CLERFAYT

Le Membre du Collège chargé de l'Action sociale,

A. MARON

La Membre du Collège chargée de la Cohésion sociale et du Sport,

N. BEN HAMOU

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2020/30696]

16 APRIL 2020. — Volmachtbesluit 2020/546 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de tijdelijke opschorting van de verval- en beroepstermijnen die vastgelegd zijn in de wetgeving en reglementering van de Franse Gemeenschapscommissie of die op grond daarvan ingevoerd zijn, alsook de termijnen die vastgelegd zijn in de wetten en koninklijke besluiten en onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschapscommissie vallen krachtens de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen

VERSLAG AAN HET COLLEGE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE

Dit besluit bevat een algemene maatregel betreffende de opschorting van de verval- en beroepstermijnen die vastgelegd zijn in de wetgeving en reglementering van de Franse Gemeenschapscommissie of die op grond daarvan ingevoerd zijn.

Nadat de Wereldgezondheidsorganisatie (WHO) op 11 maart 2020 het coronavirus COVID-19 als een pandemie bestempelde en na het afkondigen van de zogenaamde 'social distancing'-maatregelen door de Nationale Veiligheidsraad op 12 en 17 maart, zorgt de onvermijdelijke vertraging van alle vormen van activiteit op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ervoor dat de goede werking van de verschillende overheidsdiensten in het gedrang komt.

Deze toestand ontnemt de burgers en de instellingen de mogelijkheid om hun rechten in het kader van bestuursrechtelijke procedures en beroepen nuttig en daadwerkelijk te laten gelden.

Derhalve is het, om de continuïteit van de openbare dienstverlening te waarborgen, het gelijkheidsbeginsel te garanderen en de rechtszekerheid te vrijwaren, aangewezen om maatregelen te nemen die ervoor moeten zorgen dat burgers en instellingen niet verhinderd worden hun rechten uit te oefenen of aan hun verplichtingen te voldoen als gevolg van de effecten van de gezondheidscrisis op de dagelijkse werking van de openbare diensten of ingevolge het feit dat ze zelf in een situatie zijn terechtgekomen die ertoe leidt ze die rechten niet kunnen uitoefenen.

Het besluit beoogt dus alle verval- en beroepstermijnen die vastgelegd zijn in de wetgeving en reglementering van de Franse Gemeenschapscommissie of die op grond daarvan ingevoerd zijn, op te schorten vanaf 16 maart 2020.

Dit besluit werd met hoogdringendheid voor advies voorgelegd aan de Raad van State. De Raad van State heeft op 6 april 2020, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, het advies 67.188/4 uitgebracht.

De opmerkingen van de Raad van State die bijkomende uitleg vergen, worden hieronder toegelicht:

Het tweede lid van artikel 2 (dat bepaalt dat handelingen en beslissingen die tijdens de schorsingsperiode genomen worden, volledig rechtsgeldig zijn) doet geen afbreuk aan de rechten van personen om hun rechten binnen een langere termijn uit te oefenen.

Om de rechtszekerheid niet in gevaar te brengen, mag het College niet op eigen initiatief bij besluit een einde maken aan een lopende opschortingsperiode. Daarom wordt voorgesteld de termijnen op te schorten voor een ononderbroken periode van één maand die tweemaal verlengd kan worden.

Tot slot voorziet het ontwerpbesluit in een algemeen uitstel van de verval- en beroepstermijnen, waarbij de rechtszekerheid gewaarborgd wordt door het uitzonderlijke en tijdelijke karakter.

Ter informatie van het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

De voorzitter,

B. TRACHTE

16 APRIL 2020. — Volmachtbesluit 2020/546 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de tijdelijke opschorting van de verval- en beroepstermijnen die vastgelegd zijn in de wetgeving en reglementering van de Franse Gemeenschapscommissie of die op grond daarvan ingevoerd zijn, alsook de termijnen die vastgelegd zijn in de wetten en koninklijke besluiten en onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschapscommissie vallen krachtens de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op artikel 127, 128 en 138 van de Grondwet;

Gelet op het decreet van 23 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan het College van de Franse Gemeenschapscommissie in het kader van de COVID-19-pandemie, artikel 2;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 september 2016 houdende het reglement van zijn werking en tot regeling van de ondertekening van zijn akten;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 19 juli 2019 dat de bevoegdheidsverdeling tussen de leden van het College van de Franse Gemeenschapscommissie regelt;

Gelet op de urgentie die ingegeven wordt door de gevolgen van de kwalificatie, door de Wereldgezondheidsorganisatie (WHO), van het coronavirus COVID-19 als een pandemie op 11 maart 2020;

Gelet op het advies 67.188/4 van de Raad van State, gegeven op 6 april 2020, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het coronavirus COVID-19 op 11 maart 2020 door de WHO bestempeld werd als een pandemie;

Overwegende dat de huidige en toekomstige maatregelen om de verspreiding van het virus onder de bevolking in te dijken, in het bijzonder de zogenaamde 'social distancing'-maatregelen waartoe de Nationale Veiligheidsraad op 12 en 17 maart besloten heeft, van dien aard zijn dat zij elke soort activiteit op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vertragen, de goede werking van de verschillende overheidsdiensten aantasten en sommige diensten zelfs stilleggen;

Dat dit laatste gegeven de burgers de mogelijkheid ontnemt om hun rechten in het kader van bestuursrechtelijke procedures en beroepen nuttig en daadwerkelijk te laten gelden;

Overwegende dat het, om de continuïteit van de openbare dienstverlening te waarborgen, het gelijkheidsbeginsel te garanderen en de rechtszekerheid te vrijwaren, aangewezen is om maatregelen te nemen die ervoor moeten zorgen dat geen enkele burger gehinderd wordt in het uitoefenen van zijn rechten noch in het vervullen van zijn plichten als gevolg van de impact van de gezondheids crisis op de dagelijkse werking van de openbare diensten of als gevolg van het feit dat hij zelf in een situatie terechtgekomen is die ertoe leidt hij die rechten niet kan uitoefenen;

Overwegende dat het ook aangewezen is erop toe te zien dat de openbare diensten in staat zijn om de bestuursrechtelijke procedures en de beroepen die onder hun verantwoordelijkheid vallen, daadwerkelijk te behandelen, en tegelijk te vermijden dat indien het niet mogelijk blijkt te zijn om deze binnen de vereiste termijn te behandelen, een beslissing bij verstek genomen zou worden;

Overwegende derhalve dat het aangewezen is alle dwingende termijnen op te schorten die vastgelegd zijn in de wetgeving en reglementering van de Franse Gemeenschapscommissie of die op grond daarvan ingevoerd zijn, alsook de termijnen die vastgelegd zijn in de wetten en koninklijke besluiten en onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschapscommissie vallen krachtens de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Dat voorgesteld wordt deze termijnen vanaf 16 maart 2020 op te schorten voor een duur van één maand, die tweemaal met eenzelfde duur verlengd kan worden;

Dat de terugwerkende kracht van het besluit verantwoord wordt door het feit dat de administratieve diensten de gevolgen ondervinden sinds 16 maart, de eerste werkdag waarop de nationale 'social distancing'-maatregelen van kracht waren. Deze terugwerkende kracht veroorzaakt geen belangenschade en is net bedoeld om de burger een kwaliteitsvolle dienstverlening te kunnen bieden en hem de nodige tijd te geven om zijn rechten te laten gelden en zijn plichten te vervullen;

Dat het College kan beslissen over de datum waarop een besluit in werking treedt, maar het in de huidige omstandigheden redelijk is het College toe te staan te beslissen wanneer het zal ophouden uitwerking te hebben;

Dat de in dit volmachtbesluit bedoelde maatregel immers dermate uitzonderlijk is dat het aangewezen is hem, zodra hij niet meer verantwoord lijkt, te beëindigen, of hem, indien hij nog nodig lijkt, te verlengen;

Overwegende dat de opschorting van de termijnen de Franse Gemeenschapscommissie niet verhindert om beslissingen te blijven nemen, ook in situaties waarin de termijnen opgeschort worden

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, met toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 127 en 128 van de Grondwet.

Art. 2. De verval- en beroepstermijnen die vastgelegd zijn in de decreten en besluiten van de Franse Gemeenschapscommissie of die op grond daarvan ingevoerd zijn, alsook de termijnen die vastgelegd zijn in de wetten en koninklijke besluiten en onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschapscommissie vallen krachtens de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, worden vanaf 16 maart 2020 opgeschort voor een duur van één maand, die tweemaal met eenzelfde duur verlengd kan worden.

De tijdens deze opschortingsperiode aangenomen handelingen en beslissingen zijn volledig rechtsgeldig.

De handelingen en beslissingen waarvan de geldigheidsduur tijdens de in het eerste lid vermelde periode afloopt of waarvan de verlenging afhangt van een formaliteit die vervuld moet worden tijdens de in dat lid vermelde periode, worden geacht verlengd te worden met een duur die gelijk is aan de opschortingsduur.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 16 maart 2020.

Art. 4. De leden van het College zijn, elk voor de materies die hen aanbelangen, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 april 2020.

Namens het College :

De voorzitter van het College belast met Promotie van de Gezondheid, Gezin, Begroting en Openbaar Ambt,
B. TRACHTE

Het collegelid bevoegd voor Onderwijs, Crèches, Cultuur, Personen met een Handicap, Toerisme en Schoolvervoer,
R. VERVOORT

Het collegelid bevoegd voor Beroepsopleiding en Internationale Betrekkingen,
B. CLERFAYT

Het collegelid bevoegd voor Welzijn,
A. MARON

Het collegelid bevoegd voor Sociale Samenhang en Sport,
N. BEN HAMOU